

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



54010

Distr.
LIMITEE

E/CN.14/SW/INF.12
18 mars 1969

Original: FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion régionale sur le rôle des femmes
dans le développement national
Addis-Abéba, 17-26 mars 1969

LE ROLE DES FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT NATIONAL^{1/}

Il n'est peut-être pas un point de la vie sociale de l'homme où il soit plus difficile de se faire une idée exacte et objective que la situation de la femme chez différents peuples.

Aucune institution n'est plus indépendante des lois et des théories sociales que l'institution familiale et conjugale. En ce qui concerne spécialement la femme, les éléments dont nous disposons présentent des lacunes plus considérables qu'en aucune autre matière.

Cependant, bien que l'activité familiale de la femme soit complexe et qu'il est très difficile à préciser ses limites, son importance et son rôle primordial dans le développement national est apprécié par tous. Ainsi les dirigeants de notre Pays se font un souci majeur pour former et encourager les femmes à ce but.

a) Santé, Nutrition et Protection de l'Enfance :

La santé et la nutrition de l'enfance est un des soucis majeurs du Gouvernement. Le Ministère social de la Famille et du Développement Communautaire a organisé depuis un an et demi des causeries radiophoniques, tous les jours à partir de 17h. pour tenir le peuple en éveil sur le problème de l'éducation de l'enfant. C'est ainsi que les précautions à prendre à la grossesse, la naissance, sont expliquées chaque soir sur les antennes radiophoniques du Rwanda. Mais plus rationnelle encore est la création de foyers sociaux féminins que le Gouvernement a créés depuis 7 ans, au nombre de 338. Ces foyers sociaux ont à leur tête un Foyer Social Central dans chacune des 10 préfectures du Pays. Une assistante sociale du Foyer Central est responsable des foyers sociaux de sa préfecture et de la formation des monitrices sociales.

Depuis janvier 1966, les Assistantes Sociales de Préfecture se sont réunies pour établir un programme national. Pour la formation des cadres, nous avons l'Ecole Sociale de Butare qui comprend deux cycles : l'un forme des Auxiliaires ou monitrices sociales en deux ans, l'autre forme des Assistantes Sociales en quatre ans (à partir du Tronc Commun). Le programme de cette dernière section comporte en outre une formation générale équivalente à celle du deuxième cycle du secondaire.

^{1/} Rapport national présenté par Mademoiselle MANIRAGUHA Lucie.

Cette Ecole ne pouvant pas cependant fournir en temps voulu les éléments en nombre suffisant pour l'action envisagée, le Ministère de la Famille et du Développement Communautaire s'est préoccupé de former des monitrices sociales qui, à partir d'une formation primaire, reçoivent une formation accélérée de six mois au Foyer Central avec recyclage de 5 à 6 jours tous les trois mois.

Nous avons également dans chaque Préfecture des Monitrices de secteur : un secteur couvre de 2 à 4 communes. Ces monitrices de secteur sont chargées de circuler dans les foyers communaux où elles restent parfois une semaine. Elles ont le niveau primaire et ont reçu en outre une formation accélérée de 18 mois dans un Centre. A côté de tous ces Centres, il y a aussi des Centres Nutritionnels dirigés par des aides-accoucheuses et monitrices sociales. Là se font :

- des consultations de nourrisson,
- des causeries sur l'alimentation,
- l'âge de sevrage,
- valeur nutritive des aliments,
- l'eau potable, etc...

Les Centres nutritionnels relèvent de l'initiative privée seulement

Des consultations prénatales :

- la nourriture d'une femme enceinte,
- l'accouchement à la maternité,
- alimentation des nouveaux-nés,
- les travaux d'une femme enceinte.

Des consultations de Kwashiorkor :

"Valeur des aliments causés du Kwashiorkor"

- aliments des enfants Kwashiorkor,
- Hygiène des vêtements et du corps, etc...

Voici à titre d'exemple quelques sujets traités dans un trimestre dans un des Foyers Centraux du Pays :

- Utilité du Foyer Social;
- Le développement actuel du Pays;
- Utilité du jardin potager;
- Utilité d'avoir un W.C.;
- Le programme de trois ans au Foyer;
- La politesse de femme à la maison;
- Les soucis du nouveau-né;
- Le rôle des animateurs bénévoles;
- L'importance de l'agriculture;
- Où en est la promotion de la femme rwandaise actuelle;
- Importance de la scolarisation;
- Education des enfants;
- Economie Familiale;
- La place de la femme dans la famille;
- Amélioration de l'habitat;
- Hygiène vestimentaire;
- Utilité des consultations prénatales et des nourrissons.

Une exposition est organisée chaque année dans les foyers sociaux centraux et communaux. Sa préparation est assurée par les filles et femmes qui fréquentent le Foyer social, désireuses de convaincre leurs maris et parents ainsi que les voisins de ce qu'elles poursuivent; car elles ont travaillé à la confection des vêtements de tout genre, à faire des nappes de tables, des napperons, des tricots, des objets perlés, de la cuisine, qu'elles veulent vanter. Elles ont reçu l'aide des communes, des vivres venus de l'UNICEF et de leur part, une cotisation.

Les causeries données au cours de l'année sont écrites au tableau noir :

- Quelques préparations de cuisine, quelques affiches sur l'alimentation.

On y invite les autorités préfectorales, les autorités communales locales et voisines, ceux des services médicaux, les juges, et d'autres existants dans les communes, les parents et maris de celles qui fréquentent les foyers de la commune, les travailleurs communaux, les religieux et religieuses, les commerçants, etc... sans oublier également l'équipe centrale de Préfecture. C'est par la causerie qu'elles peuvent mettre une grande partie de la population au courant de leur action. C'est un moyen d'encourager celles qui fréquentent les foyers et d'attirer les autres. Les monitrices sont encouragées d'entendre les gens s'étonner du progrès que font les femmes et filles grâce à elles. Beaucoup s'étonnent de voir que même les Députés, les Préfets et autres personnages se dérangent pour une fête de femme et filles, et s'intéressent à les soutenir.

Le discours préparé au centre social de préfecture est lu par la Directrice, ou la Responsable du Secteur, ou bien la monitrice responsable du foyer, éclaire beaucoup tous ceux qui l'entendent. On ne savait, par exemple, que Son Excellence le Président de la République a été le Ministre des Affaires Sociales et qu'il tient toujours à l'existence et à l'extension des foyers sociaux.

Plusieurs comprennent que la femme doit elle aussi être éveillée pour avoir une famille heureuse et participer à la construction d'un pays développé. Plusieurs rentrent décidés d'envoyer leur femme ou leurs filles au Foyer.

- Les autorités communales apportent en général leur aide à ce service : les Bourgmestres prennent la parole à ces expositions pour encourager les populations à répondre au dévouement des monitrices sociales, offrent leur aide matérielle pour la réussite de l'exposition.

- Les sous-préfets viennent donner le cours de civisme aux monitrices communales, lors de la formation accélérée de ces dernières.

- Les visites à domicile sont en général bien faites et deviennent de plus en plus fructueuses.

Cependant, il faut signaler que l'action des foyers sociaux a donné (jusqu'à présent) des résultats fort maigres par rapport à ce que le fondateur de ces programmes avait espéré en obtenir à cause de ces raisons principales :

1. Budget insuffisant,
2. Programme peu adapté aux besoins et un personnel insuffisamment formé (manque de maturité intellectuelle et humaine),
3. Absence d'activités similaires destinées aux populations masculines,
4. Manque d'une véritable élite féminine pour soutenir cette action.

b) Moyens d'enseignement et de formation pour les Femmes.

L'enseignement, tant primaire que secondaire, est assuré à tous les enfants des deux sexes. En principe, tout le monde sans distinction de sexe, selon ses capacités intellectuelles bien sûr, peut jouir de l'enseignement universitaire. Mais pratiquement, le nombre d'étudiantes dans les Universités est encore insignifiant, non pas en vertu d'un statut juridique quelconque, mais parce que la scolarité des filles était encore en retard sur celle des garçons. Mais l'avenir promet beaucoup, car, collèges, inférieurs et supérieurs, Ecoles Sociales, Cours Moyens, accueillent un grand nombre de jeunes filles.

L'instruction est gratuite dans le cycle primaire, elle offre donc plus de chance à tous. Aussi les parents y poussent-ils tous leurs enfants, garçons aussi bien que filles. Un système de double vacation, classe du matin, classes de l'après-midi, a permis de scolariser presque la quasi-totalité des enfants à partir de l'âge de 7 ans. Mais en fin de 6ème primaire, un quart seulement est sélectionné en vue du secondaire.

Cette forte élimination provient en grande partie de ce que l'Education nationale, qui représente les 23,4 % du budget national, ne peut multiplier les écoles secondaires.

La jeune fille, même en secondaire, reste toujours soumise à sa mère. Cependant les échanges sont quelquefois difficiles entre cette adolescente élevée loin de chez elle dans des internats selon d'autres valeurs, évidemment occidentales peu intégrées à la culture africaine (Les enseignants du secondaire sont encore en majorité des étrangers) et cette mère traditionnelle qui se sent inférieure (Période de transition).

A côté de l'enseignement régulier, nous avons toute cette formation accélérée pour les femmes, comme nous l'avons dit plus haut.

On peut espérer beaucoup quand on constate le sérieux que les femmes mettent à cette formation, quand on lit par exemple les suggestions que font les filles et femmes d'action sociale après une session d'étude.

On est convaincu que le problème leur tient à coeur parce qu'elles en ont compris l'importance pour le développement du pays tout entier. Voici à titre d'exemple les recommandations faites par ces filles d'action sociale à la fin de la session d'étude et de réformation des cadres de l'action sociale qui eut lieu à Butare, il y a deux ans :

"REFORMES INTERNES DE L'A.S.FEMININE"

1. Quant aux méthodes, il faudrait :

- Elaborer un programme qui répond mieux aux besoins des femmes et jeunes filles.
- Promouvoir la formation des leaders, femmes et jeunes filles.
- Promouvoir la recherche de stimulants psychologiques.

2. Quant à l'organisation :

Il est utile de concentrer les efforts en personnel et en moyens matériel pour arriver à une animation efficace : au niveau de la commune, du secteur, de la Préfecture et du Bureau de la Promotion Féminine.

3. Quant à la formation des cadres, il faudrait :

- Prévoir un programme national de formation des monitrices.
- Spécialiser une équipe pour cette formation.
- Prévoir un centre national.
- Améliorer le recrutement de ces monitrices en exigeant d'elles plus de possibilités intellectuelles et de garantie de niveau moral, de dynamisme et de sociabilité pour qu'elles puissent être réellement influentes dans la société."

Tout ceci semble correspondre à une prise de conscience très réaliste et très objective des difficultés rencontrées jusqu'à présent et de ce qu'il faut envisager pour les résoudre. On peut espérer que la situation va largement s'améliorer et que de cette promotion naîtra une prospérité et un équilibre dont toute la population pourra bénéficier.

c) Possibilités d'emploi pour les femmes.

Les jeunes filles désireuses d'étudier ont toutes les chances de gagner leur vie. Les études leur ouvrent effectivement des carrières chaque jour plus diverses. Cela tient en grande partie à leur statut bien reconnu, comme nous le dirons tout à l'heure. En effet, elles se dévouent avec compétence dans l'enseignement, le service médical dans les foyers sociaux, dans les Bureaux ministériels du Gouvernement et des Sociétés. Cela est si vrai qu'on trouve actuellement à Kigali, Capitale du pays, des jeunes gens chômeurs, même après une ou deux années de postprimaire, alors que les filles de même qualification (peut-être parce que moins nombreuses) ont des possibilités toujours plus larges de trouver et de pratiquer le travail qui leur convient le mieux.

Pour le moment le nombre de femmes travaillant dans une profession ou dans un bureau quelconque est encore insignifiant par rapport à celui des jeunes filles non encore mariées. Cela provient des nombreuses occupations de la mère de famille, éducatrice et maîtresse de maison.

Aujourd'hui les femmes titulaires d'un certificat d'études professionnelle sont surtout nombreuses dans l'enseignement; c'est d'ailleurs le secteur le plus envié par elles, on en voit aussi dans les services de santé. En un mot, la question des emplois pour les femmes ne pose pas beaucoup de problèmes pour l'instant; ce qui ne veut cependant pas dire que tout va bien pour la femme rwandaise; malgré toutes les chances qu'elle dispose on peut constater :

- 1) Limites dues à un manque de préparation intellectuelle et professionnelles.
ex.: Combien de femmes y-a-t-il au Rwanda dans le cadre de direction. Elles exercent toutes des activités de subalternes, sauf l'une ou l'autre exception.
- 2) Les femmes mariées se sentent dans l'insécurité au point de vue de leur emploi.
ex.: Quand on décide la mutation du Mari, on ne songe même pas à prévoir quelque chose pour la femme qui veut pourtant continuer son travail... D'où elle est souvent forcée de chômer.

d) Contribution des femmes à l'effort de développement.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour se convaincre que la femme rwandaise contribue à l'effort de développement. Elle est mère et veut toujours donner à ses enfants non seulement l'éducation traditionnelle, mais aussi les pousser à l'école, seule chance d'assurer leur avenir dans le Rwanda d'aujourd'hui. Elle sait que, malgré le champ de ses pères, quelques chèvres ou même quelques vaches, l'avenir de ses enfants n'est pas assuré sans l'instruction. La femme rurale joue un rôle important dans le domaine économique. Il y a un lien vital entre elle et la terre. La terre renforce sa maternité. Elle lui permet de donner la vie chaque jour à ses enfants; en les nourrissant de ses produits. Elle se lève tôt le matin pour cultiver, et semer. Elle attend la récolte avec impatience, car c'est elle qui en est l'intendante. Elle met de côté les futurs semences, partage les grains à vendre ou à conserver.

Labours, semailles, récoltes se suivent à une cadence rapide, parfois chevauchent car il y a deux saisons pour chaque sorte de culture. Cette culture qui ne lui laisse de répit à aucun moment de l'année est fatigante. Mais la pensée de ses enfants lui donne toujours le courage de ne pas abandonner la houe.

Par son travail agricole, la femme rurale possède une certaine autonomie économique: elle pourvoit aux achats de savon, de pétrole, de sel, etc. A côté de tout cela, elle a aussi sa part de travail dans les cultures industrielles; vers la saison sèche elle est occupée à la cueillette du café. Encore une fois, tout ce travail est fatigant pour elle.

Malgré tout, la femme rwandaise aime travailler. Si elle quitte la campagne pour suivre à la ville un mari fonctionnaire, elle n'abandonne pas pour autant ses champs. Elle engage des travailleurs, revient souvent, préside aux labours et aux récoltes. Même diplômée, elle ne dédaigne pas la houe dans ses moments de loisirs. Elle tient à son rôle de productrice qui, en plus de lui donner aisance et indépendance, renforce sa maternité.

Bref, la femme rwandaise ne contribue pas seulement à la construction de son pays en éduquant ses enfants; elle y contribue largement par son travail. Nous pouvons affirmer même que la paysanne n'est pas loin de représenter la moitié de la puissance agricole du pays. Ajoutez à cela, comme nous le disons plus haut, son entrain et son initiative dans les foyers sociaux; nous verrons tout à l'heure qu'en plus de ses rôles de mère, d'éducatrice, de productrice, elle est citoyenne tout comme l'homme.

e) Statut juridique pour les femmes.

Pour ce qui concerne le statut juridique des femmes, il n'y a jamais eu de problème au Rwanda. Le droit indigène ou la coutume fait en général la femme rwandaise presque l'égale de l'homme.

De tout temps, les fonctions publiques ne lui ont jamais été interdites : l'épouse même en polygamie, avait ses droits bien précisés et garantis; la mère était vénérée, des reines-mères ont joué un rôle de premier plan dans l'histoire du Rwanda ancien.

Jusque un peu avant l'indépendance (il n'y a que 9 ans), on trouvait encore des femmes sous-chefs au même titre que les hommes bien estimés des administrateurs belges dans leur commandement. Je m'arrêterai ici, car le développement de ce point nous entraînerait trop loin.

Si donc aujourd'hui, dans le Rwanda moderne, le statut de la femme est garanti par le droit, ce n'est pas du nouveau. Les institutions modernes du pays relatives à la femme rwandaise ne sont qu'une évolution normale. C'est ainsi que le peuple ne s'étonna pas du tout de voir figurer sur la liste des candidats à la fonction publique : députés, conseillers, communaux, etc... des femmes, et il n'hésitera pas à les élire aux mêmes attributions et capacités que d'autres fonctionnaires de sexe masculin.

La femme rwandaise constitue un vrai potentiel que l'Etat veut faire valoir. C'est ainsi que les filles diplômées qui veulent se marier doivent fournir, avant leur mariage, deux ans de travail professionnel au sortir de l'école. L'Etat reconnaissant l'importance de la femme dans l'oeuvre de la construction nationale, lui a donné le droit de vote dès 1961. Aucune fonction publique ne lui est refusée exceptée la présidence. Dans un geste auquel il a voulu donner valeur de signe, et dont il s'est expliqué devant l'Assemblée Nationale; le Président Grégoire Kayibanda adjoignit, en janvier 1964, à son équipe ministérielle, une jeune assistante sociale, lui confiant à la fois la Santé et les Affaires Sociales.

La candidate du Nord a fait preuve de compétence durant son mandat. Elle aurait pu même être réélue aux élections législatives du 3 octobre 1965, si elle n'aurait à faire avec une concurrence très forte. Une candidate du Centre aurait pu réussir si elle n'avait dû affronter des concurrents redoutables : cette préfecture présentait une liste de 24 candidats dont le Président lui-même, 5 Ministres et autant de leaders fameux.

La 3ème candidate, celle du Sud, triompha. Parmi les responsables politiques des collines, les femmes sont nombreuses et appréciées. On les dit plus désintéressées plus soucieuses du bien commun.

Pour siéger à l'Assemblée Nationale, il faut plus que du dévouement et du bon sens. Celles qui étaient aptes sont jeunes et en minorité. Trois seulement ont présenté leur candidature, aux élections législatives. On dira qu'on aurait pu attendre quelques années pour que se constitue une élite féminine plus nombreuse. Mais le Rwanda a préféré commencer tout de suite par les hautes fonctions. C'est d'en haut que devra se constituer une opinion féminine qui étudierait les nouveaux statuts de la femme, de la famille, etc... Madame Mukakayange, la députée du Sud, a pour le moment entre les mains l'avenir civique de la femme rwandaise. Elle réussit avec l'aide de la jeunesse féminine diplômée dynamique et pensante, et de celle plus réaliste et plus engagée dans la vie des femmes rurales.

Bref, une nouvelle route est tracée et les résultats augurent bien pour l'avenir.
